



Le Lien

Union
syndicale
Solidaires

Journal des Retraités-es



n°80 - Décembre 2021

Editorial

2 ANS APRES

Cela va maintenant faire deux ans que le monde entier se retrouve sous l'ère du COVID, sans que nous voyons réellement le bout du tunnel. Qui aurait pu prédire à l'hiver 2020 que deux ans après l'apparition de cette pandémie nous en serions, malgré les vaccins, les confinements, les mesures-barrière, à surfer tant bien que mal sur les vagues successives ? A l'heure où les médias parlent (avec gourmandise, car faire peur développe l'audimat !) de cinquième vague, de variant omicron (à quand l'oméga, aurons-nous un jour épuisé tout l'alphabet grec?), nous n'en n'avons toujours pas fini avec cette période stressante et incertaine, qui plombe le moral et fragilise en priorité les plus démunis. Mais à quelque chose malheur est bon : les laboratoires pharmaceutiques sont en train de pulvériser le jackpot des bénéfiques avec la vente des vaccins les plus juteux, ceux à ARN messagers (les autres ont depuis longtemps mis la clé sous la porte, non pas par manque d'efficacité prouvée, mais par manque de rentabilité bien juteuse). Les bénéfiques du « big pharma » se chiffrent en milliards de dollars. Et dans le même temps il n'est toujours pas question de libérer les brevets, ce qui permettrait une couverture vaccinale rapide et efficace des populations des pays les plus pauvres. La preuve est faite, le cynisme et l'avidité des capitalistes n'ont pas de limites, et chaque nouveau variant qui apparaît par leur faute est bon à prendre car source d'encore plus de profits. Est-ce ainsi que les hommes vivent (ou meurent, c'est selon) ?

Ben...oui.

Ce mépris total et assumé de toute humanité, on le retrouve hélas dans bien d'autres domaines avec les mêmes corollaires meurtriers. La politique anti-migratoire des pays européens fait des ravages, tant en Manche qu'en Méditerranée, là aussi au mépris de toute humanité. Et ce ne sont pas les surenchères racistes et xénophobes de certains candidats aux

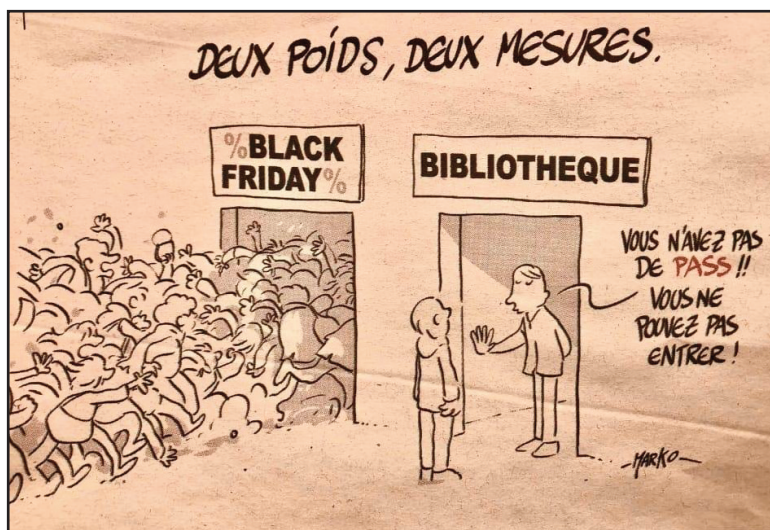
prochaines présidentielles qui vont résoudre le problème, bien au contraire. Une droite décomplexée rejoint son extrême dans l'abjection la plus complète, nous faisant de plus en plus douter que la France soit vraiment la « patrie des droits humains », témoignant une vraie dérive de repli sur soi de notre pays et de l'Europe en général.

Ce constat de gâchis, d'occasions perdues, on le retrouve aussi dans le bilan de la COP 26, sur lequel nous revenons dans ce journal. Là aussi les considérations financières ont pris le pas sur ce qui devrait être le plus sacré pour tout Homme, à savoir la préservation de la civilisation humaine, car la nature et la planète digéreront toujours les évolutions climatiques ou autres.

L'urgence absolue à changer de paradigme dans tous les domaines vitaux de notre société est récupérée par des publicitaires qui verdissent à peu de frais leur discours, leurs promesses, leur propagande tout en continuant aveuglément la même trajectoire suicidaire dans laquelle ils nous entraînent tous. Dans un domaine que nous connaissons bien, il y a actuellement une grande campagne de baratin médiatique autour du retour en grâce du train. L'Union européenne a même fait circuler à grand renfort de show médiatique un train spécial dans la plupart des pays de

l'Union pour soi-disant promouvoir ce mode de transport économique et écologique. Mais dans le même temps elle continue sans états d'âme sa politique de destruction et de privatisation de tous les réseaux ferrés étatiques au profit d'une mise en concurrence exacerbée dont les seuls bénéficiaires seront les magnats les plus puissants, alors qu'on aura substitué à la noble notion de service public celle mercantile de la concurrence

libre et non faussée. Là, encore la propagande officielle promet monts et merveilles à ceux qui se laisseraient séduire par les sirènes du libéralisme, avec des trains privés



2 Le lien du retraité

se disputant les axes rentables, tout en programmant la fin des lignes secondaires, une jungle tarifaire pour les « clients » qui ne peuvent même plus acheter de billet de train dans des gares privatisées réduites au rôle de centres commerciaux.

C'est cette mascarade institutionnalisée que nous continuerons à dénoncer et à combattre pour l'année 2022 qui s'annonce fertile en événements, par nos écrits, par nos rencontres et nos débats. Et puisque la période est propice aux vœux souhaitons-nous un retour à des valeurs et méthodes syndicales dignes de celles que nous avons écrites par nos luttes de 1995/96 permettant de dénoncer et combattre le repli sur soi et s'opposer à la marche forcée du déclin de notre société. Il en va de notre survie.

Nous espérons avoir le plaisir de nous retrouver nombreux lors de notre traditionnel repas de fin d'année, le 16 décembre prochain à St Denis autour d'une table bien garnie.

Bonnes fêtes de fin d'année à toutes et à tous !

Rédaction

Brigitte Bouilhou
Daniel Boule
Gérard Boscher
Didier Chaissac
Henri Duclut
Cécile Hon
Gilles Le Loupp
Eric Marchiando
Michel Valadier

FORTES ET UNANIMES !

Grève à la clinique de L'Union/ Saint-Jean (Toulouse) du personnel de nettoyage (saliariées de SAMSIC).

Ce mouvement très massif a débuté le 9 novembre à 14h. En effet, sur 40 personnes devant embaucher, seulement 2 (une stagiaire et une pour des raisons financières) ont pris leur service.

La Direction, totalement surprise, paniquée, (arrêtez tout on vient discuter !!!) s'est précipitée pour ouvrir des négociations, sur la demande des grévistes. Pourtant, elle connaissait les revendications des salariées. Elles étaient portées, répétées, écrites depuis longtemps par les représentant-e-s, hélas non élu-e-s, car la section n'existait pas encore lors des élections. Pour la petite histoire, les « élu-e-s », maîtrises, ont été mis en place avec peu de voix par la direction.

Cette lutte se situe dans la continuité de l'investissement de SUD-Rail Midi-Pyrénées auprès des salarié-e-s du secteur du nettoyage.

« deux ou trois excitées que personne ne suivra, elles sont trop pauvres pour faire grève » voilà ce qu'ils en disaient. Maintenant que certains découvriraient le respect qu'ils doivent aux salarié-e-s maintenant qu'ils se rendaient compte que sans les ASH ... le travail est bien plus compliqué. Bref, ce n'était pas le moment de lâcher !

Le CSE aussi a été informé. En vain, nous n'avons pour réponse que le mépris. Le secrétaire du CSE avait été invité en 2020 ...

La Direction est pourtant restée sourde après un semblant d'ouverture :

Elle refuse de discuter de l'attribution uniforme des primes COVID (que les salariées de la clinique perçoivent). Elle refuse aussi de donner les mêmes conditions pour les repas que les autres salariées de la clinique (temps de travail et tarifs cantines ou panier). Elle refuse toute reconnaissance de qualification (63€/mois), finit par concéder un échelon (26€/mois). Puis refuse de

s'engager à donner cette augmentation à toutes et finalement refuse d'écrire ses propositions pour que les grévistes puissent juger.

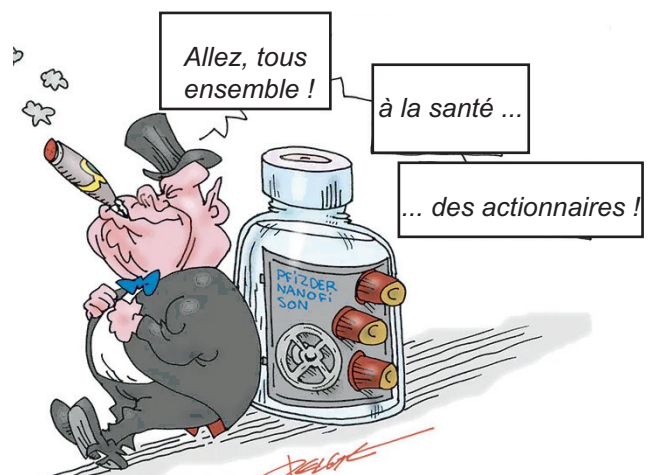
L'argument de la Direction « le prix où nous est payé le marché ne nous permet pas ces augmentations ».

La grève est reconduite ; les équipes suivantes ont participé dans les mêmes proportions. (75 grévistes sur 80 salariées). Mais, durant l'après-midi la Direction fait venir des briseurs de grève d'autres sites toulousains (dont un élu de la clinique des cèdres, de Gaillac...). Quelques chefs (dont un élu du personnel se disant CGT) sont venus pour remplacer les grévistes. Comme ça ne suffit pas, la Direction fait venir des remplaçant-e-s de Bordeaux et même de Paris en avion ! Paiement double des jaunes, déplacement, hébergement à l'hôtel, la Direction trouve de l'argent. Pour contourner la loi la Direction déclare que se sont des "formateurs"...

Les grévistes ont décidé de suspendre le débrayage. Le mouvement reprendra rapidement. La Direction est informée qu'il se poursuivra tant que des avancées significatives n'auront pas eu lieu. Une cagnotte est ouverte pour soutenir les grévistes (toutes au SMIC).

Pour participer à la caisse de résistance Ci-dessous le lien

<https://www.helloasso.com/associations/union-transport-nettoyage-sud-solidaires-en-midi-pyrenees/formulaires/1/widget>



LA VIE DE LA LIAISON

Roquebrun 2021 ...**Les retrouvailles !**

Depuis la Session d'Unieux, les occasions de rencontre ont été rares et la semaine du 13 au 17 septembre 2021 à Roquebrun fut une réussite. Une cinquantaine de participants (42 retraités) se sont retrouvés sur les bords de l'Orb dans l'Hérault pour, après cette longue trêve, échanger et passer d'agréables moments de convivialité.

C'est aussi l'occasion d'avoir une pensée pour ceux qui nous ont quittés, ceux qui étaient présents aux dernières sessions qui nous manquent. Ainsi va la vie !

Comme lors de chaque session, l'organisation, l'intendance, sont des critères de réussite et nos amis retraités du syndicat de Montpellier et notre équipe de cuisine ont vraiment assuré pour que cette semaine soit conviviale à souhait. Sanglier, cassoulet, brasucade..., nous ont obligés à programmer des séances physiques.

Nos sessions décentralisées sont aussi et avant tout des moments de débats sur des sujets d'actualité et cette année, la projection du film d'Olivier Azam, la cigale, le corbeau et les poulets, relatant l'histoire de Pierre Blondeau buraliste/libraire d'extrême gauche et de ses acolytes du village de St Pons de Thomières dans l'Hérault, accusés à tort d'avoir menacé plusieurs hommes politiques dont Nicolas Sarkozy en leur expédiant des balles d'armes à feu. Ce film et le débat qui a suivi, nous révèlent comment on peut mobiliser démesurément de nombreuses forces de police et de gendarmerie sur ordre du pouvoir pour enquêter et tenter d'inculper des hommes et des femmes engagés qui feraient de bons coupables aux yeux de l'opinion et du pouvoir en place.

Un autre débat autour de l'amiante et des ravages de ce soi-disant matériau miracle a été animé par Claude Joie du Syndicat de Bordeaux. L'affaire Denis Bel, décédé des suites de sa contamination par l'amiante et la condamnation de la SNCF ont été abordées et doivent servir d'exemple pour tous ceux qui ont

été exposés et qui en sont les victimes. Claude, nous a développé tout le travail nécessaire à la constitution d'un dossier pour obtenir réparation. Le risque d'anxiété amiante a aussi été abordé et de nombreux dossiers sont en cours d'instruction.

Une autre matinée a été consacrée à l'hôpital public : son financement, la dégradation du système hospitalier et la recherche de productivité avant tout !

Alain Barnier, ex-directeur de l'école d'infirmier(e)s au CHU de Toulouse, nous a présenté ces décisions politiques depuis les années 2000 consistant à faire fonctionner l'hôpital comme une entreprise qui doit se financer par des actes médicaux au détriment des patients. Plus de productivité, plus d'administration, des conditions de travail dégradées, des fermetures de services, de lits, un fonctionnement à flux tendu et du personnel soignant au bout du rouleau. La pandémie vient de nous démontrer que cette stratégie était néfaste pour les patients et l'ensemble du personnel médical.

La deuxième partie de l'intervention a concerné la dépendance et la perte d'autonomie, un sujet préoccupant dans une société où les seniors sont de plus en plus nombreux et vivent plus longtemps. Ces points méritent évidemment un développement qui pourrait voir le jour dans plusieurs numéros à suivre du Lien.

L'exposé sur les chemins de fer de l'Hérault par Eric Marchiando nous a une nouvelle fois rappelé que le réseau

de ce département était particulièrement dense et qu'aujourd'hui, il ne reste que les grands axes, quelques relations dites secondaires et des voies vertes !!!

Enfin, dans le cadre de notre solidarité avec le Burkina, Gilles a rappelé nos actions et développé le problème sécuritaire actuel. Un stand avec de l'artisanat a agrémenté notre salle et permis à ceux qui le désiraient de ramener un souvenir.

Tous ces débats se sont déroulés en matinée et les après-midi ont permis de découvrir le village de Roquebrun et son jardin méditerranéen et celles et ceux qui voulaient randonner dans le vignoble de St Chinian et la campagne vallonnée des alentours, ont pu s'en donner à cœur joie.

D'autres ont préféré la baignade ou la pétanque !

Nos soirées ont aussi permis de poursuivre nos discussions interrompues depuis plusieurs mois, d'accueillir Madame la Maire de Roquebrun et ne l'oublions pas, d'écouter l'excellent chanteur des hauts de l'Hérault MAAX et ses compositions et les interprétations de Brassens, Brel..., sans oublier en final le Chiffon rouge, repris en cœur.

Cette session s'est déroulée simplement, tout le monde s'est investi dans des tâches de service et d'entretien.

Désormais il nous faut penser à 2022, un nouveau lieu, un investissement de l'équipe locale et une nouvelle fois un moment de bonheur qu'il faudra préparer.



COP 26 OU LA CHRONIQUE D'UNE BEREZINA ANNONCÉE

Ouf ça y est ! La pantalonnade est finie, et Boris Johnson a pu rentrer tranquillement à Londres depuis Glasgow en jet privé, comme il l'avait fait à l'aller, ainsi que de nombreux grands de ce monde, alors qu'il faut largement moins de 5 heures en train nettement moins polluant. Cela restera une des anecdotes marquantes de cette 26^e « conférence des parties », censée comme les précédentes apporter des solutions immédiates et pérennes face à la grande menace du réchauffement climatique qui pèse sur les têtes de 7 milliards d'êtres humains, et qui, plus encore que les précédentes, se sera soldée par un échec retentissant.

La montagne a accouché d'un souriceau, ce qui était prévisible avant même le début de ce grand raout médiatique, où les grandes puissances polluantes font solennellement semblant de s'intéresser au problème et promettent pour la Saint-Glinglin des solutions durables, pendant que la réalité des faits et des observations scientifiques démontrent un peu plus chaque jour les conséquences dramatiques et suicidaires des non-décisions présentées comme des progrès. Il n'y a que des cruches télécommandées par les pouvoirs en place pour faire semblant de croire qu'il y a des avancées, comme notre ministricule de l'écologie qui a fait depuis longtemps de l'autosatisfaction face aux capitulations sa marque de fabrique, comme pour le dossier des néonicotinoïdes tueurs d'abeilles ou le scandale de l'autorisation renouvelée du glyphosate.

Certes ce n'est pas d'hier que cette mauvaise pièce de théâtre n'abuse plus que les naïfs. Depuis la fameuse phrase de Chirac au sommet de Johannesburg en 2002 (« la maison brûle et nous regardons ailleurs ») en passant par le coup de maillet de Fabius à la COP 21 en 2015 affirmant péremptoirement qu'on avait sauvé la planète, les postures médiatiques masquant la triste réalité n'ont pas manqué, le but étant bien entendu de faire semblant de prendre le problème à bras le corps, l'important aux yeux des décideurs étant que le business continue comme à l'ha-

bitude, à savoir l'exploitation éhontée des ressources naturelles pour le plus grand profit d'une petite minorité au détriment des populations les plus pauvres (les moins émettrices de gaz à effet de serre), sur l'air bien connu de « après nous le déluge », lequel risque fort d'arriver plus vite que prévu.

Depuis le début du 20^e siècle on sait que les énergies fossiles émettent des gaz à effet de serre et que ceux-ci ont pour conséquence une élévation globale des températures. Les COP (conférences des parties) existent depuis la première (Berlin, 1995) qui fait suite au sommet de la terre de Rio (1992). Cela fait donc 30 ans que les nations se réunissent chaque année ou presque pour dire qu'il ne nous reste que 10 ans pour sauver la planète et l'humanité. Si l'on compare scientifiquement les actions concrètes aux déclarations d'intention, ça fait donc 20 ans que la dernière chance est passée dans l'indifférence quasi-générale et la concrétisation des

bonnes résolutions remise aux calendes grecques. Ce qui est nouveau dans cette COP 26, c'est que maintenant que les conséquences de nos actes deviennent de plus en plus visibles (fonte des banquises et du permafrost, élévation du niveau des mers, tempêtes et incendies monstrueux et de plus en plus fréquents, effondrement de la biodiversité,...), plus personne parmi les puissants ne nie l'état du climat, mais ils font maintenant semblant de s'en préoccuper gravement alors qu'ils ne veulent rien changer sur le fond. Ils assument avec un cynisme évident leurs décisions suicidaires et leurs mensonges, au point que pour la première fois les médias ont parlé d'échec de la COP 26 avant même son commencement, et que le président de la COP n'a pu retenir ses larmes vu l'attitude des pays les plus pollueurs. Les Etats-Unis sont venus à grand renfort de limousines pour faire beaucoup de baratin,

mais ne veulent toujours pas remettre en question leur mode de vie égoïste. Ils restent les champions mondiaux des émissions de gaz à effet de serre, ayant entraîné pour leur seul pays une augmentation des émissions de CO₂ de + 7,6% en 2021. Le deuxième plus gros pollueur, la Chine, n'a même pas envoyé son très démocrate président Xi, sûrement plus occupé à mater les dissidents ou ses minorités. Les indiens font la danse de Shiva, qui d'une main signe des engagements à cesser d'utiliser le charbon dans ses centrales thermiques, mais empêche par ses nombreuses sous-mains tout accord réellement



contraignant sur le sujet, arguant du fait qu'il faut bien produire de l'énergie pour les quelque 1,4 milliard de citoyens, et que les réserves carbonifères sont nombreuses. Plus direct est l'ineffable premier ministre australien, qui déclare que l'Australie continuera d'utiliser ses énormes réserves de charbon, que ça vous plaise ou non. Voilà qui a au moins le mérite de la franchise, même si sa position entraîne l'humanité à sa perte. Quant au pantin Bolsonaro, il laisse brûler l'Amazonie pour le plus grand bénéfice des multinationales qui exploitent ainsi l'or et les minerais, sans parler des énormes pâturages dégagés pour la production de bovins et du soja pour les nourrir, afin que l'humanité mondialisée puisse continuer à se gaver (pour ceux qui en ont les moyens) de hamburgers bien gras. Un seul chiffre pour mesurer l'étendue du désastre : entre 1990 et 2020 la Terre a perdu 180 millions d'hectares de forêts,

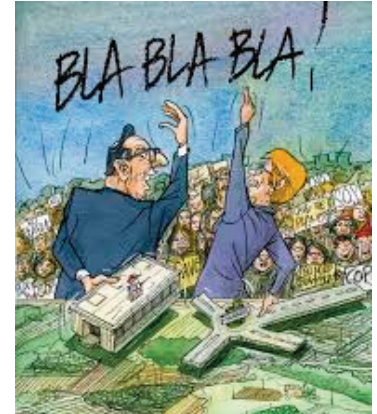
soit 3 fois la superficie de la France. Ça fait combien de stades de football ou de piscines olympiques ?

Bien sûr notre beau pays n'est pas en reste dans ce bal des faux-culs. Le « en même temps je discute du problème, et en même temps je continue à polluer, à consommer et à détruire comme si de rien n'était » a tout pour plaire à notre Empereur, qui vient de sortir de son génial cerveau la solution miracle du nucléaire. Qu'importe que le seul EPR en construction ne fonctionne toujours pas tout en ayant coûté le sextuple de ce qui était prévu au départ, qu'importe le risque des accidents nucléaires, qu'importe le problème inextricable des déchets ! Oubliés Tchernobyl et Fukushima, nous voilà repartis pour un avenir nucléaire radieux (ou irradié ?), le but étant, vous l'aurez compris, de continuer à consommer et à s'enrichir comme avant, tout en faisant semblant d'apporter des solutions qui n'en sont

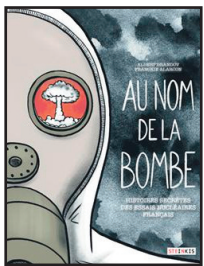
pas, avec l'assentiment d'une grande partie de la classe politique incapable de changer ses schémas mentaux sclérosés ni d'appréhender les risques majeurs qui nous menacent désormais dans notre vie quotidienne.

En conclusion il n'y a rien à attendre ni des politiques ni des financiers, ni de tous ceux qui tirent les ficelles en général. On savait déjà que les capitalistes étaient capables de vendre la corde pour les pendre. On sait maintenant que leur volonté de profit est bien plus puissante que le risque de destruction de la planète et de ses habitants, risque qui n'apparaît désormais plus comme de la science-fiction ou une échéance lointaine. Ceux qui annoncent que la science résoudra tous les problèmes se trompent, et s'ils pensent assister à la COP 100 sur Mars avec Jeff Bezos en regardant de loin brûler la Terre, seule la psychiatrie peut espérer guérir leur hubris démesuré. Seule leur d'espoir

dans ce tableau bien sombre, mais elle est d'importance, la société civile a pris conscience des menaces qui pèsent sur nos têtes. Les comportements, le mode de consommation des citoyens commencent en partie à changer. Il nous appartient en tant qu'acteurs sociaux d'appuyer et développer cette lucidité qui émerge lentement, pour qu'elle se concrétise par des actions politiques et sociales, seul moyen de contrer nos décideurs qui ont juré notre perte.



AU NOM DE LA BOMBE (Note de lecture)



Histoire secrètes des essais nucléaires français Albert DRANDOV et Franckie ALARCON éditions STEINKIS Prix 18 €, réédition enrichie de l'album

de 2010.

AU NOM DE LA BOMBE est une bande-dessinée historique qui nous livre le récit accablant des victimes de la bombe française en s'appuyant sur les témoignages d'appelés, d'engagés, de personnels civils, d'habitants de Polynésie et des documents estampillés « secret défense ». Entre 1960 et 1996, la France a fait exploser 210 bombes atomiques en Algérie et Polynésie. 4 essais nucléaires atmosphériques à Reggane et 13 essais souterrains à proximité de In Ekker dans le massif du Hoggar en Algérie. 46 essais nucléaires atmosphériques et 147 essais souterrains à Mururoa et Fangataufa en Polynésie (au total 178 à Mururoa et 15 à Fangataufa). Des essais nucléaires auxquels ont participé, de près ou de loin, environ 150 000 hommes et quelques femmes ; parmi ces personnes, cer-

taines étaient fières de contribuer à la « Grandeur de la France ». Puis vinrent les doutes, la peur, les maladies, les mensonges d'Etat... Cette succession de courts et percutants témoignages, mise en images de manière esthétique, détaillée et expressive, rend hommage à toutes les victimes de cette folie meurtrière, cobayes civils et militaires, autochtones irradiés et aux personnes qui ont témoigné pour elles. Cette BD rend également hommage à ceux qui se sont opposés aux essais parmi les élus et les militaires. Enfin elle rend hommage à ceux qui ont enquêté et mis en évidence les conséquences sanitaires des essais sur les victimes et leur descendance : ainsi le Docteur Christian Sueur, pédopsychiatre français et Bruno Barrillot, lanceur d'alerte français et cofondateur de l'Observatoire des Armements en 1984 et de l'AVEN (Association des Vétérans des Essais Nucléaires).

En annexe, vous pourrez lire des témoignages écrits par les victimes ou les membres de leur famille, mais aussi « la preuve du mensonge » révélée à un journaliste par l'erreur d'un archiviste... des documents classés « Confidentiel

Défense » retrouvés dans la boîte à lettres de Patrice Bouveret, actuel Directeur de l'Observatoire des Armements et autres documents apportant la preuve que ces essais ont été faits en connaissant les effets sur la santé de la radioactivité, notamment par un ouvrage à diffusion restreinte au sein de l'armée française de 1963 intitulé « Effets des armes nucléaires » précédé par une compilation d'études américaines sur les tests pratiqués sur des humains aux USA ainsi que les études faites à la suite des bombardements au Japon et des autres essais américains. Tous les essais français avaient un nom, emprunté pour certains à la mythologie, à des minéraux, à des étoiles... Le premier essai nommé Gerboise Bleue, a été effectué le 13 février 1960 ; le dernier, Xouthos, effectué le 27 janvier 1996 sur l'atoll de Fangataufa, fut le dernier d'une série de 6 essais décidés par le Président Chirac. L'imagination des promoteurs de ces essais était sans bornes pour ajouter à leur inhumanité ; la liste exhaustive est en fin d'ouvrage. C'est un remarquable travail de mémoire destiné à tous... pour ne jamais oublier !

Insécurité, crise économique, COVID, le Burkina souffre !!!

Une nouvelle classe en construction à Kouaré.

Dans le dernier numéro du Lien, nous avons analysé la situation sécuritaire et économique des pays du Sahel et du Burkina en particulier. Depuis le mois de Juin, la situation s'est encore aggravée et les attaques se poursuivent dans le Nord, dans l'Est et aujourd'hui sur l'ensemble des zones frontalières, réduisant de moitié le territoire réellement contrôlé par l'Etat. Cette situation a des conséquences sur les populations locales qui ont dû fuir ou se soumettre mais aussi pour l'ensemble des citoyens burkinabè. Les frontières terrestres sont fermées depuis le début de la pandémie avec les autres pays limitrophes, elles seront ouvertes le 1er décembre. L'économie va mal, tous les produits de première nécessité ont augmenté, le travail se fait rare et nourrir la famille devient de plus en plus compliqué.

Il ne se passe pas une semaine sans qu'une attaque terroriste ne frappe un poste de gendarmerie, une unité militaire, un marché, un village, une école, un centre de santé ou un convoi d'ouvriers allant travailler aux mines. La dernière attaque s'est produite à Inata (plus de 50 morts) dans le nord du pays, un site aurifère qui n'est plus exploité depuis 4 ans à la suite du retrait en 2018 d'un investisseur indien qui craignait déjà des attaques djihadistes et refusait de payer les arriérés de salaire des ouvriers. On remarquera que de nombreuses attaques ont lieu dans des zones où des groupes industriels étrangers viennent exploiter les richesses d'un pays pauvre ne lui reversant qu'une infime partie (10% à 15%). Depuis les premiers attentats de 2015 à Ouagadougou, la situation n'a fait que se dégrader et aujourd'hui, la défiance envers l'Etat et ses alliés ne fait que croître. Un sentiment anti-français commence à voir le jour, le peuple s'interrogeant sur l'efficacité militaire de Barkhane et des dispositifs imaginés par l'occident. La colère commence

aussi à monter contre le président Marc Roch Kaboré et son gouvernement incapables de trouver un semblant de solution.

La covid a eu des conséquences importantes sur l'économie pour ce pays enclavé, tributaire de livraisons extérieures. La fermeture terrestre des frontières s'est faite alors que l'épidémie n'a jamais été importante comparée à l'Europe, aux Amériques ou à l'Asie. Les zones les plus touchées ont été les pays du Maghreb et l'Afrique du sud. Au Burkina, mais c'est aussi vrai pour d'autres pays du Sahel, les cas détectés se sont limités aux personnes qui ont voyagé par voie aérienne, principalement dans les villes où des tests sont possibles. Plusieurs décès sont certainement dus à la maladie mais pas recensés comme tels ! Là-bas, la mort fait partie de la vie et on ne cherche pas sa cause. Ce n'est pas la seule explication



: La population est jeune, confrontée à de nombreux virus et les températures sont au minimum douces.

Actuellement, le nombre de cas est en augmentation importante et nous souhaitons que ce fléau ne vienne pas se rajouter aux conditions d'insécurité, et de déplacement des populations. Ce serait une véritable catastrophe !

Le programme mondial COVAX de l'Organisation mondiale de la Santé (AstaZeneca et Johnson et Johnson) et un don du vaccin chinois Sinopharm donnent accès à une possibilité de vaccination mais encore une fois, celle-ci est insuffisante, réservée aux plus aisés, aux plus débrouillards et elle se heurte aussi au refus des burkinabè. Début Novembre, 1,3% de la population était entièrement vacciné, soit 280 000 per-

sonnes sur les 17 millions d'habitants. Si la sortie de la pandémie passe par une immunité par la vaccination complète de la population mondiale, nous ne sommes pas sortis de l'auberge !

Comme nous l'avons déjà développé, la région de l'Est est aussi concernée par l'insécurité et le village de Kouaré avait subi une attaque en 2020 faisant plusieurs morts. Actuellement la situation est plus calme dans ce secteur et par l'intermédiaire de nos contacts là-bas, les retraités SUD-Rail sont salués pour toutes les actions de solidarité qu'ils ont menées.

Nous avons décidé à la demande de la population de Kouaré de lancer la construction d'une nouvelle classe en pleine brousse, à environ 10 km du centre du village, où nous avons financé les 3 premières. Philippe a une nouvelle fois accepté d'être le maître d'œuvre de ce chantier difficile à mener à bien. Il y

a d'abord une piste impraticable en saison des pluies qui l'a obligé à effectuer toutes les livraisons en tricycles motorisés et puis le risque d'attaques est toujours dans l'esprit de tous !

La population a participé sur place à l'élaboration des parpaings et une équipe de maçons a construit l'ouvrage. Ce chantier est bien avancé et

nous pensons que pour le début de l'année 2022, au retour des vacances de Noël, les enfants et l'enseignant pourront quitter l'abri en paillote construit à la hâte et étudier dans de bonnes conditions.

Notre projet pour les forages est toujours d'actualité et nous pensons pouvoir effectuer un premier puits dans un secteur non déterminé pour l'instant après la construction en cours.

Rappelons que tout cela n'est possible que par des dons de retraités et d'actifs, des syndicats et de la fédération, des dons individuels significatifs, et la vente d'artisanat.

Noël approche, vous pouvez participer à notre action en faisant un chèque à l'ordre de L'UFR SUD-rail.

LES FACILITES DE CIRCULATION, ENCORE ET ENCORE

Nous en étions restés à la demande d'audience interfédérale lors du dernier flash Cette dernière a eu lieu le 22 juin dernier. Comme nous nous en doutions malgré le listage de toutes les anomalies, les problèmes à l'achat des réservations, les craintes sur l'avenir de nos FC et celles de nos ayants droit ou voire leur fiscalisation. La direction de la SNCF a répondu qu'elle n'était au courant d'aucun problème, pas de contingentement des cheminots, pas de souci pour acheter ses billets aux guichets et pour conclure sur la fiscalisation voici l'extrait du relevé de conclusion de l'audience « La SNCF n'a, à cette date, engagé aucune action ni aucun projet qui permette de mettre en place le lien entre son système d'information de vente de billets et son système d'information RH, lien indispensable pour permettre la fiscalisation de l'avantage en nature FC. Enfin, la question de la fiscalisation ne pourrait relever que d'une décision de l'Etat et en aucun cas de la SNCF. » Vous l'aurez compris pour la SNCF pas de problèmes pour les pensionnés et les cheminots, alors qu'aujourd'hui encore subsistent de nombreuses anomalies notamment lorsque vous utilisez une DPR (dispense du paiement de la réservation) et si vous annulez votre voyage. Vous avez dû recevoir ou voir la newsletter de la CPRP de novembre 2021 qui annonce la digitalisation des facilités de circulation des ayants droits actifs et retraités avec le transfert des fichets papiers en numérique en 2022. D'après la SNCF pour une gestion plus simple, plus efficace et sécurisée mais pour les retraités pas sûr, car nous ne sommes pas tous des experts en informatique munis de smartphones. Nous devons renvoyer les fichets papier pour qu'ils soient transfor-

més en fichets digitaux, rappeler vous quand il a fallu renvoyer les DPR bon nombre de retraités et d'actifs se sont vus perdre des fichets (courrier égaré, oubli de la date limite de retour etc...) La Fédération SUD-Rail considère que



les cheminot.e.s et leurs ayants-droits n'ont rien à gagner de cette dématérialisation des FC. Une fois de plus, la direction sous couvert de modernité, développe des outils digitaux mal finalisés dans le seul but de gagner en productivité et attaquer l'emploi des agences paie et famille. Négociation de l'accord de branche dans le cadre de l'ouverture à la concurrence, des négociations ont eu lieu entre organisations syndicales représentatives et organisation patronale (UTP) après débats et contestations unanimes le patronat a reculé, Les facilités de circulation sont maintenues aux salarié-e-s transféré-e-s, à leurs ayants-droits et créent le droit à circulation sur les services transférés pour l'ensemble des bénéficiaires d'aujourd'hui (retraité-e-s compris-e-s). Les facilités de circulation distribuées avant le transfert ne resteront valables que sur le réseau SNCF et les FC délivrées par le nouvel opérateur à ses salarié-e-s ne seront valables que jusqu'au 30 Juin de l'année suivante. Comme le reprend la mis-

sion, toutes les FC délivrées par les nouveaux opérateurs seront soumises au traitement social et fiscal des avantages en nature. L'UTP versera chaque année le montant défini dans le cadre de la convention avec l'URSSAF.

Après la fin du statut, l'alignement sur le régime général des retraites, l'ouverture à la concurrence sur la base du dumping social et le démantèlement de l'entreprise publique, Djebbari et Farandou poursuivent avec acharnement l'éradication de tout ce qui a fait l'histoire des cheminot-e-s et de la SNCF. Alors NON, SUD-Rail refuse de voir encore une fois les acquis cheminot-e-s passés à la moulinette, nos droits acquis doivent être respectés et étendus à l'ensemble des travailleurs et travailleuses du rail ! La lutte n'est pas finie, continuons le combat !!!

DERNIERE MINUTE

Un courrier de la direction SNCF nous informe qu'elle va octroyer au 1er avril 2022 la carte 1ère classe aux conducteurs qui sont partis en retraite avant le 1er janvier 2002 et qui ont été conducteurs pendant 20 ans. Nous ferons un point plus précis dans le prochain lien.

FONTE DU PERMAFROST

Fonte du permafrost : des milliers de virus menacent de se répandre.

Avec la fonte du permafrost, des milliers de virus emprisonnés dans la glace depuis des milliers d'années menacent de se répandre. Et si la pandémie de coronavirus n'était que le début d'une nouvelle ère ?

Comme un grand congélateur en mode décongélation. Les scientifiques s'inquiètent de ce que le permafrost, en fondant, va réchauffer puis libérer dans l'atmosphère. Avec de nombreuses conséquences sur l'environnement et sur l'humanité.

Une conséquence du réchauffement climatique

Le permafrost ou appelé Pergélisol est une couche de sol constamment gelé qui se situe dans les hautes latitudes. Il est composé de terre, de roche ou de sédiments et représente 1/5 des sols de la Terre.

Le permafrost représente à lui seul 1/3 de l'hémisphère nord, 90 % du Groenland, 80 % de l'Alaska et 50 % du Canada et de la Russie... Ce sol gelé est épais de plusieurs centaines de mètres suivant les régions, de près de 400m en Alaska jusqu'à 1000m en Sibérie.

Or le permafrost fond rapidement, très rapidement. Entre 2003 et 2016, la fonte était de 150 à 240% supérieure à la période 1979-2000 dans les îles arctiques du Canada. Cer-

tains scientifiques tirent la sonnette d'alarme : le permafrost pourrait avoir fondu de 70% d'ici 2100 !

Une bombe environnementale

Gelés en permanence, ces sols emprisonnent 1700 milliards de tonnes de gaz à effet de serre, principalement du méthane et du CO₂, soit 2 fois plus que ce que contient déjà l'atmosphère.

Un véritable cercle vicieux pour le réchauffement climatique ! Car une fois libérés, ces gaz à effet de serre réchauffent l'atmosphère, accélérant ainsi le réchauffement climatique et donc ... la fonte du permafrost.

Les sols contiennent aussi 2 millions de tonnes de mercure, qui s'avère être un véritable poison pour le biotope marin (les poissons et les animaux marins) mais aussi pour la santé des humains. La libération du méthylmercure, une forme organique et gazeuse, peut en effet affecter le système nerveux.

Des virus pire que le Covid-19 ?

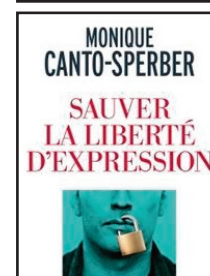
La fonte du permafrost menace surtout de faire remonter des microbes et des virus du passé ! La vie microbienne est en effet à l'abri de toute agression dans le permafrost, notamment celle de la lumière et du soleil. La plupart des virus qui s'y trouvent sont restés intacts en son sein depuis des milliers d'années. Des virus qui auraient entre 30.000 et plusieurs millions d'années

comme le Pandoravirus, le Pithovirus Sibéricum ou le Mollivirus. Des noms assez peu rassurants !

La variole, éradiquée depuis 1980, pourrait ainsi refaire surface. De même que le virus du Nil ou la fièvre porcine. Si ces maladies sont connues et ont donc des vaccins déjà existants, la remontée de virus plus anciens n'auront pas de réponse pharmaceutique immédiate.

Pour le moment, les scientifiques sont prudents, jugeant le risque avéré mais non quantifié. Mais cela laisse à penser que la crise du Covid-19 ne pourrait être qu'un avant goût du "monde de demain".

Vive la Culture



Sauver la liberté d'expression.
Livre de Monique Canto-Sperber

Jusqu'où supporter que des extrémistes privatisent les règles

de la parole, refusent le débat et installent leur hégémonie ? La parole publique est déjà l'objet d'un rapport de forces, elle sera demain l'enjeu d'un conflit. Le temps des injonctions est révolu, il faut désormais résister.

La parole fait mal et peut même réduire au silence. Il est donc légitime de la limiter, sans censure préventive. Bien sûr, on peut tout dire, mais pas n'importe comment et à condition de ne pas vouloir être seul à parler. Ce livre revient sur l'histoire de la liberté d'expression et en renouvelle le sens, comme la garantie de la plus grande diversité de points de vue. Pour la défendre, une philosophie des limites, des concepts sobres, des moyens inventifs seront plus utiles qu'une croisade. Il nous faut combattre pour ne pas nous retrouver un cadenas sur la bouche et une prothèse dans la tête.



URGENCE POUR L'HOPITAL PUBLIC DESASTRE SANITAIRE EN COURS

JOURNÉE NATIONALE D'ACTION LE 4 DÉCEMBRE 2021

Notre accès à une santé de qualité et de proximité est de moins en moins assuré malgré l'abnégation des personnels. L'hôpital public se désintègre avec partout des fermetures de lits, de services, en particulier d'urgence et de SMUR mais aussi en psychiatrie, en chirurgie, en médecine, en soins de suite ...

Le laisser-faire actuel privilégie le secteur privé, avec des conséquences dramatiques pour l'accès aux soins (dépassement d'honoraire, frais administratifs ...mais aussi recul de la proximité.)

C'est une catastrophe sanitaire qui s'amplifie. La situation actuelle des hôpitaux a pour conséquence d'accroître les souffrances des malades, des personnes en situation de handicap, et de provoquer une surmortalité. Le renoncement aux soins s'accroît.

Le gouvernement ne peut se contenter de distribuer quelques millions ici et là pour tenter de calmer les esprits.

L'hôpital public est garant de l'accès

aux soins de toutes et tous. Nous demandons un plan d'urgence pour l'hôpital public !

- Un choc d'attractivité pour les personnels, par une vraie reconnaissance salariale, par une amélioration de leurs conditions de travail, mais aussi en leur permettant de travailler conformément à leur éthique ce qui suppose de les écouter et de réformer la gouvernance.

Il faut changer les systèmes de fonctionnement et de management basés sur des critères de performance et de rentabilité. Il n'y pas de soins sans humanité !

- Un vaste plan de formation, de recrutement et la titularisation des contractuel.le.s :

- La réouverture de tous les lits et services fermés et des ouvertures autant que de besoin.

- L'établissement d'une vraie démocratie sanitaire unissant personnels et usagers-citoyens.

Les moyens financiers suffisants doivent en être donnés par une modification du projet de loi de financement de la Sécurité Sociale 2022.

Nous appelons les cheminots retraités à se joindre à la manifestation parisienne à 13H ou aux initiatives locales de ce jour.

Informations complémentaires : <http://coordination-defense-sante.org/>

Vive la Culture



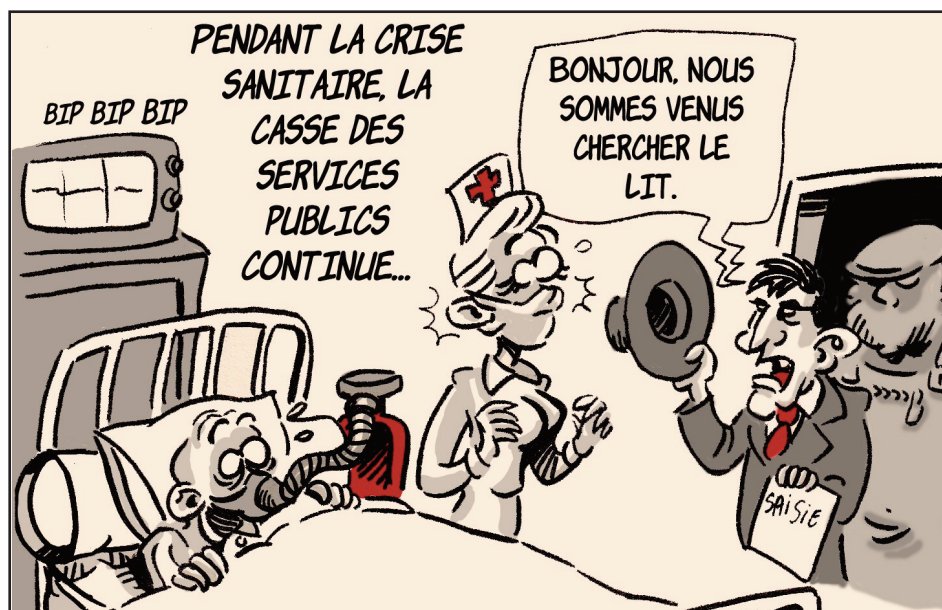
Ceux qui trop supportent. Livre d'Arno Bertina

« Fraternité, expertise, pertinence politique... Voilà ce qui se dégage des combats sociaux lorsqu'ils sont

vécus de l'intérieur, et non via ces caméras de télévision indifférentes à la joie des ouvriers se découvrant une voix qui porte. Peut-être ces salariés de La Souterraine m'ont-ils séduit, aussi, car je les ai vus lucides mais courageux, et plein d'allant malgré l'épée de Damoclès qu'ils savaient pendue au-dessus de leur tête ? (...) Leur intelligence m'a aimé. ».

En 2017, Arno Bertina rencontre des salariés en lutte sur le site de l'usine GM&S (équipementier automobile). Il va recueillir leurs témoignages quatre années durant, et ainsi rendre hommage à la fierté ouvrière, à leur résistance inventive et obstinée. « Ceux qui trop supportent » est un récit documentaire nerveux, haletant et d'une humanité poignante.

Les milliardaires français ont vu leur fortune passer de 290 à 490 milliards d'€ entre janvier 2020 et mars 2021



27 VIES NOYÉES DANS LE DESESPOIR ET L'HORREUR

7 femmes. 17 hommes. 3 jeunes « pouvant être des adolescents » : 2 garçons et 1 fille.

27 vies.

27 vies noyées dans le désespoir et l'horreur.

27 vies arrachées à leurs familles, atomisées par la tragédie.

Alors que les morts s'entassent sur la plage, la nausée nous envahit. Elle retourne nos tripes.

La nausée. Celle-là même qui, ce matin, lorsque le Ministre Darmanin tapait sur les passeurs, annonçait un arsenal de renforts et présentait ses condoléances « aux proches des victimes », révélait de façon certaine la manipulation effroyable : le drame, c'est précisément lui et le gouvernement d'Emmanuel Macron qui l'orchestrent. Jour après jour, sciemment. Ce sont eux qui militarisent à tout va, ce sont eux qui harcèlent les Solidaires et brutalisent les exilé•e•s, ce sont eux qui lacèrent les tentes, eux qui chassent, séparent, violentent, laissent croupir des femmes, des hommes, des bébés, des vieillards, des adolescents dans le froid, la boue et la misère la plus ignoble.

Ce sont eux qui créent le système qui permet aux passeurs d'exister. Ce sont eux qui entretiennent à l'égard des exilé•e•s, le vocabulaire de la haine.

Ce matin, notre pays des droits humains s'est réveillé le visage inondé de larmes et de colère aussi : car plus personne n'est dupe.

Ce qui a tué hier soir, c'est l'inhumanité des puissants. Leur cynisme dégoûtant. Leur rejet. Leur électoralisme. Le business as usual de l'extrême-droite, récupéré par ces sombres sires simplement désireux de se faire réélire.

Hier soir, pourtant, comme tous les

soirs : des associations, des ONG de terrain, des bénévoles, des citoyens et des citoyennes solidaires étaient à pied d'œuvre. Au bord de l'eau sur les côtes de la Manche, dans les dunes, dans les rues de Calais, Dunkerque, Ouistreham, dans les villes, partout, d'un bout à l'autre de France, de la frontière franco-espagnole au pays basque jusqu'aux sommets des montagnes de la frontière franco-italienne : hier soir, oui, beaucoup tentaient de réchauffer les exilé•e•s. Beaucoup tentaient malgré tous les bâtons mis dans leurs roues, de prendre soin, de panser, de nourrir autant que possible, d'essuyer les larmes.

Hier soir, comme depuis tant de soirs, tant de jours, de semaines, de mois et d'années, ces citoyennes et ces citoyens alertaient, suppliant les dirigeants d'agir, par humanité. Juste par humanité.

Et hier soir, comme tous les autres soirs, ces mêmes dirigeants - technocrates de ministères et autres pontes de cabinets ministériels, ont fait la sourde oreille.

Pendant qu'ils ignoraient les appels à l'aide, la mort a frappé. Ma rage, aujourd'hui, égale ma tristesse. Le drame d'hier soir aurait pu être évité. D'autres surviendront encore si rien ne change.

Et je vous le dis, lorsque ces autres drames surviendront, ces dirigeants-là feront encore semblant de pleurer.

Je refuse d'être complice. Si mes larmes, nos larmes, aujourd'hui noient douloureusement notre âme, nous sommes là pour hurler notre peine et dire, encore et encore, que

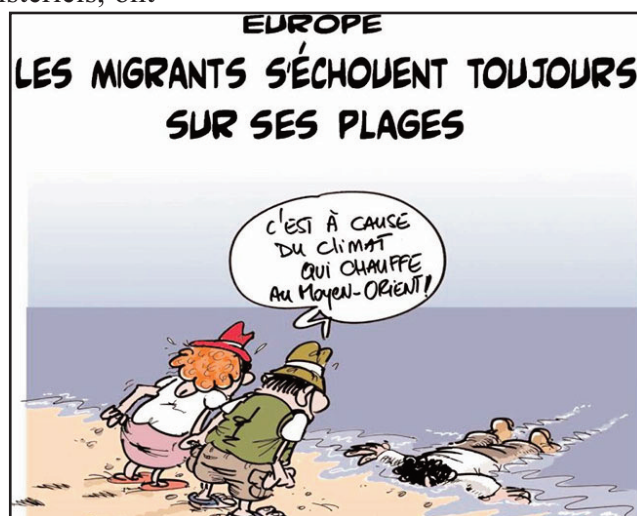
OUI les solutions existent :

- Cesser de nourrir le rejet, de jouer avec les peurs et les mots de haine.
- Cesser les violences et la militarisation.
- Respecter les droits humains, et les textes fondateurs de notre société humaine.
- Mettre fin à la directive de Dublin.
- Instaurer des voies légales de migration vers le Royaume-Uni : cette décision démantèlera de fait les réseaux de passeurs.
- Accueillir dignement les êtres humains qui sont là, qui arrivent, qui arriveront encore pour sauver leur vie et parce qu'ils n'auront eu aucun autre choix.
- Soutenir la solidarité.

La nuit dernière, c'est leur cynisme qui a tué.

La nuit dernière, les corps de leurs victimes flottaient à la surface de leur inhumanité.

Damien Carême



Damien Carême est né le 16 novembre 1960 à Jœuf, est un homme politique français. Membre d'Europe Écologie Les Verts, il était maire de Grande-Synthe de 2001 à 2019 puis député européen depuis mai 2019

LE FOOTBALLEUR ET LE CHERCHEUR

Quarante millions d'euros par an, soit 110 000 euros par jour ou 4 500 euros par heure, même en dormant : le salaire du footballeur Lionel Messi au Paris Saint-Germain atteint un niveau si exorbitant qu'il devient difficile de se le représenter.

Pour comparaison le budget annuel du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) s'élève à 6 millions d'euros par an.

Ainsi le salaire d'une star du football correspond aux ressources de presque sept années d'une institution qui comprend 195 états membres, coordonne le travail de centaines de scientifiques internationaux et assure une fonction es-

entielle dans la compréhension des causes et conséquences du réchauffement climatique.

La disparité des moyens ne se résume pas à une question économique.

Elle reflète aussi l'échelle des valeurs propres à notre société.

En l'occurrence, la place secondaire accordée à la connaissance, qui constitue pourtant notre patrimoine commun et dont dépend la capacité à faire face aux défis sanitaires et écologiques.

Si « un tiens vaut mieux que deux tu l'auras » que penser alors de la morale du fabu-

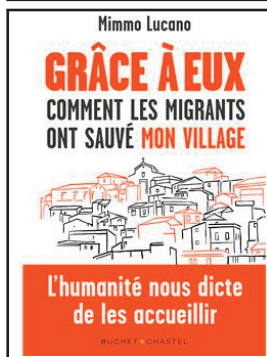
liste quand certains détiennent mille, dix mille fois plus qu'un tiens ?

Faut-il encore se contenter de ce que l'on a ?

Tiré de l'article « Le footballeur et le chercheur dans Le Monde Diplomatique d'octobre 2021.



GRACE A EUX !



A Riace, petite ville du Sud de l'Italie, à la fin des années 1990, il n'y avait quasiment plus rien : ni agriculture, ni commerce, pas la moindre activité. Les

jeunes n'avaient d'autre possibilité que la fuite pour espérer un avenir. Et puis, peu à peu, le système d'accueil des réfugiés voulu par le maire de la ville, Mimmo Lucano, a tout changé. Les maisons du centre, abandonnées depuis des années, se sont repeuplées. Des centaines d'hommes et de femmes venus d'ailleurs ont pu reconstruire leurs familles et ont remis en route l'économie du village. Mais Mimmo Lucano a été arrêté pour aide à l'immigration clandestine sur ordre du ministre d'extrême droite Matteo Salvini. Les projets d'accueil des réfugiés ont été stoppés et le village a recommencé à se dépeupler. L'histoire de Mimmo Lucano est une histoire universelle, parce

que son courage a su montrer la frontière au-delà de laquelle une démocratie trahit ses valeurs fondamentales. Ce récit personnel où les petits gestes deviennent très grands nous invite à ouvrir les yeux sur ce que nous sommes, sur ce que nous voulons être et à replacer la dignité humaine au cœur de nos préoccupations.

Mimmo LUCANO, maire de 2004 à 2018 de RIACE, petite ville calabraise, a été condamné à 13 ans et 2 mois de prison et 500000 euros d'amende le 30 septembre 2021 pour avoir porté secours à des réfugiés et redonné vie à son village déserté depuis de nombreuses années par ses habitants.

Il a organisé en 2004 un système d'accueil de nombreux réfugiés qui a permis à des centaines de femmes et d'hommes de reconstruire leur vie et remettre en route la vie économique, sociale, culturelle de sa ville. Ses actions ont été saluées par le haut commissariat aux réfugiés de l'ONU.

En 2018 Mimmo Lucano est arrêté et placé en résidence surveillée sur ordre de Salvini, ministre de l'intérieur d'ex-

trême droite. Il est accusé d'avoir organisé des mariages de convenance pour aider des femmes déboutées du droit d'asile ou de ne pas avoir fait d'appel d'offres pour la gestion des déchets du village attribuée à des coopératives liées aux migrants !!!, accusations mensongères habituelles de l'extrême droite !

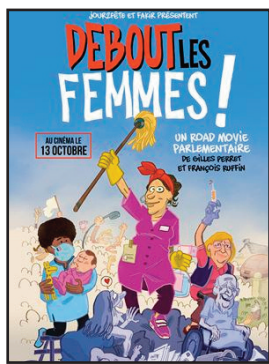
Cette condamnation inique en 2021 pour «escroquerie,abus de biens sociaux,fraude aux dépens de l'état et aide à l'immigration clandestine » a fait l'objet de nombreuses manifestations de soutien dans une trentaine de villes italiennes, des milliers de courriers ont envahi les quotidiens italiens pour dénoncer « ce délit » de solidarité !.En France l'association nationales des villes et territoires accueillants a exprimé son total soutien .Une pétition lancée en France par 150 personnalités (élus,artistes, associations,écrivains..) dénonce le caractère politique de cette décision pour dissuader toutes celles et ceux qui viennent en aide aux migrants. (<https://www.change.org/p/mario-draghi-liberte-pour-mimmo-lucano>)

Vive la Culture



Les imposteurs du Bio. Livre de Christophe Brusset.

Il y a quelque chose de pourri au royaume du bio. Voilà pourquoi, après le constat alarmant dressé dans *Vous êtes fous d'avalier ça !*, son premier best-seller, et les solutions concrètes pour manger sainement apportées dans *Et maintenant on mange quoi ?*, Christophe Brusset part en croisade contre les « imposteurs du bio ». Pour répondre à l'engouement pour les produits biologiques, et surtout pour mettre la main sur cette nouvelle manne, les multinationales de l'agroalimentaire, devenues expertes en greenwashing, ont lancé une multitude de produits supposés bios, écoresponsables, éthiques, etc. Le constat de l'auteur est édifiant : ces produits, souvent vendus avec des marges abusives, ne sont pas tous, loin s'en faut, bons pour la santé des consommateurs ou pour la planète. D'autant qu'en France un tiers des produits bios sont importés de certains pays lointains où le laxisme voire la corruption sont de véritables fléaux. Devenu ardent détracteur de la malbouffe, Christophe Brusset, ancien trader de l'agroalimentaire, mène une enquête décapante sur ces industriels du food-business producteurs, transformateurs, distributeurs, etc.) qui continuent inlassablement de vous tromper au détriment de votre santé... et de vos finances ! « Ce n'est pas parce que la jungle de la malbouffe est repeinte en vert qu'elle est pavée de bonnes intentions ! »



Debout les femmes ! Documentaire de Gilles Perret et François Ruffin

« Mais qui m'a mis cette tête de con ? » Ce n'est pas le grand amour entre le député En Marche ! Bruno Bonnell et l'insoumis François Ruffin. Et pourtant... C'est parti pour le premier "road-movie parlementaire" à la rencontre des femmes qui s'occupent de nos enfants, nos malades, nos personnes âgées. Ensemble, avec ces invisibles du soin et du lien, ils vont traverser confinement et couvre-feu, partager rires et larmes, colère et espoir. Ensemble, ils vont se bagarrer, des plateaux télé à la tribune de l'Hémicycle, pour que ces travailleuses soient enfin reconnues, dans leur statut, dans leurs revenus. Et s'il le faut, ils réinventeront l'Assemblée ...



Ceux qui tiennent la laisse ! Documentaire de Gilles Balbastre

Depuis bientôt trois ans, nous travaillons sur un projet de documentaire cinéma portant sur le pouvoir et l'argent : Ceux qui tiennent la laisse.

Après le succès du documentaire *Les nouveaux chiens de garde*, sorti en salles de cinéma 2012, il fallait pour approfondir l'analyse prendre le problème par l'autre bout du fil.

Comment ceux qui ont cadenassé les médias et dressé les journalistes comme des toutous ont-ils assujéti l'État et promu l'entreprise au rang de divinité ?

Comment ceux qui tiennent la laisse ont-ils confisqué tous les pouvoirs au bénéfice d'une poignée de fortunes privées et au détriment des salariés – actifs ou inactifs –, pourtant seuls véritables producteurs de richesses ?

Pour en savoir plus : <https://ceuxquitiennentlalaisse.info/>

Fédération SUD-Rail Tel : 01.42.43.35.75 sud.rail.federation@gmail.com, www.sudrail.fr
Liaison retraité-e-s 17 Bd de la Libération 93200 Saint Denis Tel 01 42 43 99 77
liaisonretraites@retraitesudrail.org - Blog : www.retraitesudrail.org

